Entre grands desseins et désillusions, le difficile réarmement de la France en 1944-1945 vu à travers les cas des 10^e et 19^e Divisions de Paris et de Bretagne

The difficult creation of two divisions recruited from the Breton and Parisian FFI in 1944-1945

Stéphane Weiss

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4138>

DOI : 10.4000/abpo.4138

ISBN : 978-2-7535-7720-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 18 décembre 2018

Pagination : 147-166

ISBN : 978-2-7535-7718-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Stéphane Weiss, « Entre grands desseins et désillusions, le difficile réarmement de la France en 1944-1945 vu à travers les cas des 10^e et 19^e Divisions de Paris et de Bretagne », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 125-4 | 2018, mis en ligne le 18 décembre 2020, consulté le 04 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4138> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4138>

Entre grands desseins et désillusions, le difficile réarmement de la France en 1944-1945 vu à travers les cas des 10^e et 19^e Divisions de Paris et de Bretagne

Stéphane WEISS

Docteur en histoire contemporaine

« D'abord nous faisons la guerre et je dis tout net que, sauf effondrement subit de l'ennemi, nous n'avons pas fini de la faire [...]. C'est dire que nous avons à pratiquer une politique militaire tendant à constituer des grandes unités, aptes, comme celles dont nous disposons déjà, à manœuvrer, combattre et vaincre où que ce soit et sur n'importe quel champ de bataille un adversaire encore puissant et résolu [...]. Je puis annoncer que, déjà, une division se forme en Bretagne. Je compte qu'une autre sera formée par la Région de Paris. Je suis certain que d'autres encore pourront être constituées ailleurs [...]. »

Discours du général de Gaulle au palais de Chaillot, 12 septembre 1944
[www.charles-de-gaulle.org].

Par ces phrases prononcées au palais de Chaillot, à Paris, le 12 septembre 1944, le général de Gaulle annonce à la Nation sa volonté de lever une nouvelle armée au sein de la métropole libérée, en sus des huit divisions réarmées en Afrique du Nord à partir de 1943. À cette fin, il entend s'appuyer sur les Forces françaises de l'Intérieur (FFI), tout en les canalisant, comme l'énoncent les décrets des 19 et 20 septembre 1944 sur leur intégration dans l'armée.

Un peu plus de deux mois plus tard, le 30 novembre 1944, à l'issue de laborieuses négociations franco-américaines, le gouvernement provisoire de la République arrête effectivement un plan de réarmement portant sur dix nouvelles divisions. Les deux divisions évoquées le 12 septembre y figurent en bonne place : la 19^e Division d'infanterie (DI) organisée en Bretagne et la 10^e DI levée en région parisienne. Elles valorisent symboliquement deux figures emblématiques de l'imaginaire de la Libération : d'une part, le maquisard de l'Ouest, et, d'autre part, l'insurgé des barricades parisiennes.

de la petite noblesse normande, livrée aux intérêts patrilignagers, il n'est guère en définitive d'autre ressource que la résistance passive.

•

Le rejet du fils à la suite de celui du père s'explique très bien en contexte patrilignager. Les mâles en Normandie faisaient ligne, et cela suffisait à mettre la femme dans une position subordonnée. Marie-Madeleine de Méhérenc, mariée par intérêt à un homme beaucoup plus âgé qu'elle, a rapidement défié l'ordre patrilignager. C'est le caractère public de la rébellion, tournée contre ce pilier de l'ordre social et familial normand qu'est le patrilignage, c'est ensuite la solidarité de classe et de genre manifestée au niveau local par les élites locales, qui aboutit à une mesure aussi grave et exceptionnelle que l'internement d'une veuve et d'une mère. La lettre de cachet, qui n'était pas ordinairement accordée pour des dérangements bénins, restaura ici l'honneur des mâles. Mais ce qu'un mari avait obtenu contre une épouse indocile et infidèle, un fils ne pouvait plus l'obtenir contre sa mère, trente ans plus tard. Le principe selon lequel la femme, en dehors des liens du mariage, demeurait maîtresse de son patrimoine, était universellement reçu, et désormais brandi à Versailles contre les demandes abusives. Il fallait être normand, et avoir le soutien du principal seigneur du lieu, pour oser requérir une telle mesure d'enfermement, même provisoire. En ce sens, l'affaire ici exposée témoigne simultanément d'un phénomène général – la crise du couple et la remise en question de l'autorité maritale – et d'un phénomène spécifiquement normand, qui est la persistance dans cette province d'un esprit patrilignager ignoré ailleurs à un tel degré.

RÉSUMÉ

L'affaire dont il est question se déroule en deux temps. Marie Madeleine de Meherenc, dame de Croisille, est enfermée à l'hôtel Dieu de Caen en 1747. Elle y séjourne de son plein gré, peut-être déjà sous la menace d'une lettre de cachet. Son mari a en effet à lui reprocher une inconduite et même un commerce scandaleux avec un commis aux aides. Mécontent de constater que son épouse trouve encore à circuler librement, il obtient des ordres du roi pour la faire enfermer en un lieu plus sérieux. C'est le début d'une errance, qui conduit la Dame à Domfront puis à Guingamp. On ne sait presque rien des 23 années suivantes. À la mort de son mari, survenue en 1770, elle réapparaît à Villers-Bocage. Elle y cohabite un temps avec son fils, François Jean Charles de Croisilles et sa bru, avant de les expulser de sa maison. La suite des événements convainc le public qu'elle déteste son fils, qu'elle veut le priver de tous ses biens. En 1778, tandis qu'elle a 66 ans, son fils la fait à nouveau enfermer. L'affaire, richement documentée, sur un arrière-plan patrimonial, mêle affects, sentiments conjugaux et filiaux. L'affaire ici exposée témoigne simultanément d'un phénomène général – la crise du couple et la remise en question de l'autorité maritale à la fin de l'Ancien Régime – et d'un phénomène plus spécifiquement normand, qui est la persistance dans cette province d'un esprit patrilignager ignoré ailleurs à un tel degré.

ABSTRACT

In 1747 Marie Madeleine de Meherenc, lady of Croisille, was shut away in the hôtel-Dieu of Caen. She stayed there of her own will, perhaps under the threat of a lettre de cachet. Her husband had reproached her ill-conduct and even scandalous commerce with a financial clerk. Disappointed that his wife was still able to move freely, he obtained royal letters to have her locked up in a more secure place. This was the starting point for a series of moves that led Meherenc to Domfront then Guingamp. We know little of the following twenty-three years. At the death of her husband in 1770 she reappeared in Villers-Bocage. She stayed there for a while with her son, François Jean Charles de Croisilles and her daughter-in-law, before expelling them. Her acts thereafter convinced the wider public that she hated her son and that she sought to deprive him of her inheritance. In 1778, when she was aged 66, her son had her once more shut away. This is a well-documented affair of inheritance and complex feelings, of marital and filial affection. The affair analysed here bears witness to a general phenomenon – marital crisis and the question of authority at the end of the Ancien Régime – and a more specifically Norman phenomenon, that is the persistence in this province of a patrilineal approach that has hitherto been overlooked.

Ces deux divisions ayant été précocement mises en exergue lors du discours du palais de Chaillot, leur rapide aboutissement ne semblait qu'une question de semaines ou de quelques mois, en vue d'un emploi au sein des armées alliées en Allemagne. Pourtant, il n'en a rien été. Au contraire, l'organisation de ces deux divisions a été jalonnée de revirements révélateurs des aléas des projets du gouvernement français, soumis aux décisions du haut commandement allié (*Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* ou SHAEF). À travers le cas de ces deux divisions se dessine l'échec matériel du plan de réarmement français de novembre 1944. Cet article propose de l'exposer.

Genèse

Le principe de créer la 19^e DI et celui de lever la 10^e DI émergent à faible intervalle, en août et septembre 1944. Si ces deux projets s'inscrivent dans la même perspective du réarmement français, ils répondent à des enjeux immédiats différents. La 19^e DI est conçue comme un démonstrateur des capacités françaises vis-à-vis des Alliés, bailleurs de fonds et de matériel militaire. À l'inverse, la 10^e DI répond davantage à un enjeu de politique intérieure, au sujet du contrôle du devenir des FFI.

La 19^e DI : démontrer les capacités françaises

La décision de créer une nouvelle division en Bretagne est mentionnée dès le 10 août 1944, seulement une décade après l'entrée des forces alliées dans la péninsule. Le gouvernement provisoire entend tirer parti du potentiel humain des FFI bretons, bien supérieur à celui de la Normandie. À cette période, il espère encore bénéficier d'un armement allié pour trois divisions prévues en 1943 en Afrique du Nord mais ajournées (huit divisions y ont été armées sur les onze espérées). Comme l'écrit le général Leyer, commandant l'État-major général Guerre (EMGG), au général Koenig, délégué militaire du gouvernement pour la moitié Nord de la France, l'enjeu est de montrer aux Alliés les possibilités militaires qu'offre la métropole : « C'est la seule manière de hâter l'arrivée du matériel qu'ils doivent fournir, non seulement pour cette division d'infanterie, mais aussi pour les deux autres¹. » S'y ajoute un enjeu de politique intérieure :

« La constitution rapide d'une grande unité dans la première de nos provinces entièrement libérée sera un exemple excellent pour le reste de la France. Elle permettra de mieux faire patienter, jusqu'à ce que des possibilités ultérieures nous soient offertes, les masses de jeunes gens désireux de se battre, que nous récupérerons dans les autres provinces². »

1. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. Télégramme n° 8259-EMGG/1, 10 août 1944.

2. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. Lettre n° 21 740-EMP/EM du général Koenig au *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* (SHAEF), 16 août 1944.

Des jalons sont rapidement posés : désignation d'un commandant dès le 14 août, création administrative de la 19^e DI le 28 août... Son commandement est confié au général André Borgnis-Desbordes, jusqu'alors chef d'état-major de la 9^e Division d'infanterie coloniale. Le 7 septembre, il installe son quartier général à Rennes, où il est progressivement rejoint par des cadres arrivant d'Afrique ou du Levant³.

La 10^e DI pour canaliser les FFI parisiens

À son arrivée à Paris, le général de Gaulle fait face à une vive concurrence politique, émanant du Parti communiste. Celui-ci place les pions d'un contre-pouvoir résistant, tout en participant au gouvernement⁴. La question du devenir des FFI constitue l'un des principaux points d'achoppement. Le Comité d'action militaire du Conseil national de la Résistance (COMAC), où les représentants communistes sont majoritaires, se fait le héraut de cette stratégie de rupture. Il promeut la levée d'une armée nationale populaire constituée autour des FFI.

Ce discours donne lieu à une première concrétisation le 5 septembre, lors de la mise en route à Paris du groupement du colonel Fabien : effectué sans l'aval du gouvernement et largement relayée dans *L'Humanité*, ce départ vers l'est du pays est un ostensible défi politique. Le COMAC entend répéter la chose dans toutes les régions. Le 12 septembre, il ordonne aux chefs des régions FFI de préparer chacun la levée d'une division FFI⁵. La faiblesse des moyens de communication du COMAC fait que cet ordre n'a eu qu'un écho modéré même si plusieurs projets régionaux s'y sont référés⁶. Toutefois, le geste politique est clair. Les documents conservés ne permettent cependant pas de préciser si cet ordre a précédé ou a suivi le discours du général de Gaulle le même jour au palais de Chaillot.

Dans ce contexte, l'annonce de la levée d'une division à Paris permet au général de Gaulle de démontrer qu'il conserve la main, en particulier concernant les FFI parisiens. De fait, le gouvernement dicte son rythme. Par son ordonnance du 28 août sur la dissolution des états-majors FFI, puis par les décrets des 19 et 20 septembre sur l'intégration des FFI dans l'armée, le général de Gaulle rappelle que le champ militaire relève de son pré carré. Le 11 octobre, la décision de transformation des services du COMAC en

3. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, fiche de renseignement n° 25/1, 4 octobre 1944.

4. BUTON, Philippe, *Les lendemains qui déchantent – Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 123-124.

5. Service historique de la Défense, département Terre. 13 P 2 : Note n° 504 du COMAC, 12 septembre 1944.

6. WEISS, Stéphane, « Transgresser pour participer à la refondation de l'armée française en 1944-1945 », in DOUZOU, Laurent, ÉDOUARD, Sylvène et GAL, Stéphane (dir.), *Guerre et transgressions*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2017, p. 213-226.

une Direction des FFI placée auprès du ministre de la Guerre met fin à la fronde du COMAC.

La 10^e DI est officiellement créée le 26 septembre⁷. Son commandement est confié au général Pierre Billotte, une personnalité de premier plan : chef de l'état-major particulier du général de Gaulle en 1942, puis secrétaire du Comité de Défense nationale à Alger en 1943, il est commandant en second de la 2^e DB en août 1944. Si la majorité des cadres subalternes de la 10^e DI est sélectionnée parmi les FFI franciliens, le haut encadrement de la division repose sur des officiers en provenance de la 1^{re} Armée ou de la 2^e DB, dont le lieutenant-colonel Nicolas Roumiantzoff, chargé de diriger l'état-major divisionnaire.

Inscription dans les jeux politiques de l'automne 1944

La 10^e DI commence à prendre corps en octobre 1944, au moment où la fronde du COMAC tend à s'éteindre. Henri Rol-Tanguy, commandant régional FFI pour l'Île-de-France, intervient dans le processus initial de mise sur pied de la division. Intégré dans l'état-major du Gouvernement militaire de Paris, il est chargé par le général Koenig d'organiser le regroupement des FFI franciliens en bataillons de marche, destinés notamment à la 10^e DI. Il s'acquitte de sa tâche et, pour montrer l'exemple, signe son engagement dans l'armée. D'après sa biographie, Henri Rol-Tanguy se serait vu promettre le commandement de l'infanterie de la 10^e DI⁸. Le fait est plausible sur fond de négociations entre le gouvernement et le COMAC. Il est resté sans suite. Parallèlement, indication de la crainte persistante de tensions, un déplacement de la 10^e DI hors des murs de Paris est mis à l'étude, afin de limiter les risques de manipulation politique des ex-FFI. Les camps de Champagne sont brièvement envisagés, avant que le secteur de Nemours, en Seine-et-Marne, ne soit retenu⁹.

En Bretagne, l'arrivée du général Borgnis-Desbordes intervient également dans un environnement politiquement tendu. En août, la question du commandement des FFI en opérations et celle de l'installation de nouvelles autorités militaires locales ont suscité une vive querelle opposant les tenants de la ligne du COMAC (Claude Jaeger, alias *Michelin*, commandant régional FFI; Marcel Hamon, alias *Courtois*, responsable des FTP pour l'Ouest; Georges Beaufils, alias *Drumont*, inspecteur du COMAC pour l'Ouest) et les émissaires du ministère de la Guerre et de l'état-major du général Koenig (colonel Pierre de Chevigné, chargé d'implanter une nouvelle administration militaire territoriale, et colonel Albert Éon, chargé de

7. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. Décision n° 209-EMGG/1, 26 septembre 1944.

8. BOURDERON, Roger, *Rol-Tanguy – des Brigades internationales à la Libération de Paris*, Paris, Éditions Tallandier, 2013, p. 509-510.

9. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. Gouvernement militaire de Paris (GMP), procès-verbal n° 2 161-GMP/Cab, 12 octobre 1944.

l'organisation des FFI bretons dans le cadre de la mission *Aloès*). Aux premiers jours de septembre, les controverses sont à leur acmé, à l'image d'une véhémence motion de soutien au COMAC diffusée par Claude Jaeger¹⁰. Un certain apaisement intervient toutefois après la nomination à la tête de la 11^e Région militaire de Rennes du général Marcel Allard, organisateur de l'Armée secrète en Bretagne en 1943 puis membre de l'état-major FFI régional¹¹.

Filiations

Les choix de dénomination des 10^e et 19^e DI et de leurs composantes ne sont pas anodins. Le ministère de la Guerre se réfère à la répartition géographique des régiments d'active de 1939. Ce choix se vérifie par la suite pour les autres divisions créées en métropole : symboliquement, il s'agit de réhabiliter l'armée vaincue en 1940 et de fermer la parenthèse de Vichy.

Dès le 10 août, les numéros des unités de la 19^e DI sont fixés en référence à des régiments en garnison en Bretagne et dans les départements voisins en 1939 (41^e, 71^e et 118^e RI, 10^e RA, 19^e Régiment de Dragons¹²). De même, la 10^e DI reçoit son numéro en référence à la division d'infanterie d'active de la région parisienne de 1939. Les numéros de ses régiments ne sont toutefois stabilisés qu'en décembre (5^e, 24^e et 46^e RI, 32^e RA). Quant à son régiment de reconnaissance, il reçoit successivement la dénomination de 11^e Régiment de cuirassiers puis, finalement, celle de 18^e Régiment de dragons. Le nom du 11^e Cuirassiers est en effet accordé à une unité issue du maquis du Vercors, qui s'y est référée dès l'été 1944.

Premiers jalons

Pour réunir les 17 000 hommes nécessaires à chacune des 10^e et 19^e DI, le ministère de la Guerre compte s'appuyer sur le gisement des FFI bretons et des FFI franciliens, estimés respectivement à 41 500 et 34 400 hommes en octobre 1944¹³. Ce chantier s'ouvre alors que les services français n'ont aucune visibilité sur la question des équipements : en septembre 1944, l'industrie militaire française est à l'arrêt tandis qu'aucun plan de réarmement n'a encore été formellement adopté avec les Alliés.

10. Service historique de la Défense, département Terre, 8 P 9. État-major de la Région M, lettre du colonel Michelin, 6 septembre 1944.

11. WEISS, Stéphane, « Le rétablissement de l'autorité militaire dans les régions françaises en 1944-1945 », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr].

12. Garnisons en 1939 : 41^e RI et 10^e RA à Rennes, 71^e RI à Saint-Brieuc, 19^e Dragons à Dinan. Le 118^e RI était en garnison à Quimper en 1914. Dissous après 1919, il a été recréé en Bretagne en 1940. La décision du 10 août 1944 fait également référence aux 48^e et 137^e RI (à Guingamp et Quimper en 1939), ainsi qu'au 35^e RA de Vannes et au 6^e Régiment du Génie d'Angers.

13. Service historique de la Défense, département Terre, 7 P 59. Note n° 660-EMGG/1, 17 octobre 1944.

Les deux états-majors divisionnaires doivent recevoir l'appui de l'administration militaire territoriale remise en place au sein de régions libérées. En l'occurrence, l'incubation de la 19^e DI se déroule au sein du ressort de la 11^e Région militaire (Rennes), qui regroupe les quatre départements actuels de la région Bretagne. En région parisienne, le général Billotte peut compter sur le plein appui du Gouvernement militaire de Paris, dirigé par le général Pierre Koenig. Certains services centraux du ministère de la Guerre interviennent également directement en appui des états-majors des 10^e et 19^e DI. Leurs bataillons médicaux respectifs sont en particulier organisés par le Service de Santé de la Direction des FFI du ministère de la Guerre¹⁴.

Le vivier breton

Le général Borgnis-Desbordes diffuse un premier schéma d'organisation de la 19^e DI le 25 septembre. Neuf bataillons et trois escadrons de cavalerie sont prévus, répartis entre les quatre départements de la 11^e Région, ainsi qu'une batterie et une compagnie interarmes (génie, transmissions, services) par département. Le reste doit être constitué « au fur et à mesure des possibilités¹⁵ ». L'effort demandé à la 11^e Région est à mettre en perspective avec les autres demandes qui lui sont adressées par le ministère de la Guerre : 3500 conducteurs pour former trente compagnies de transport destinées au ravitaillement de Paris et des régions libérées, la levée dans chaque département d'un bataillon de sécurité mis à la disposition des Alliés et d'un bataillon d'instruction.

Le schéma d'organisation de la 19^e DI est adapté en octobre, compte tenu des contraintes du front de Lorient, que l'état-major de la 19^e DI s'est vu confier le 19 octobre. Les Allemands y exercent une pression marquée tout au long de l'automne. Au final, les régiments de la 19^e DI sont constitués par l'assemblage d'unités élémentaires créées au sein des départements et par la transformation de la quinzaine de petits bataillons FFI du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère, rassemblés devant Lorient depuis la fin du mois d'août. Il en résulte un important brassage des formations du front de Lorient, toutes peu ou prou recomposées. Dix petits bataillons autonomes subsistent après décembre, pour les besoins du front. Hormis l'un dissous en mars pour renforcer la 19^e DI, ces bataillons autonomes sont conservés jusqu'au mois de juin 1945.

Le vivier francilien

En région parisienne, les FFI volontaires pour rester dans l'armée sont progressivement organisés en quelque 45 bataillons de marche, dont

14. Arch. dép. de la Seine-Saint-Denis, cote 304J7. Direction des FFI, 4^e Bureau, rapport d'activité 1944 de la Section Santé, 10 janvier 1945.

15. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, note de service n° 2/1, 25 septembre 1944.

25 sont affectés à la 10^e DI¹⁶. Ceux-ci devraient théoriquement suffire pour fournir 17 000 hommes. Tel n'est pourtant pas le cas. La signature des engagements dans l'armée a entraîné une érosion des effectifs, tandis que les requêtes de la 10^e DI sont mises en concurrence avec celles d'autres unités du plan de réarmement. Dans ce contexte, en décembre 1944, la 10^e DI affiche un déficit de 4 500 personnels, malgré l'appoint de deux bataillons de marche supplémentaires¹⁷.

L'instruction est entamée au sein des casernements de la région de Nemours et Fontainebleau. Les conditions ne sont guère favorables, à une période où « [le] nombre de véhicules, d'engins mécanisés et d'armes collectives propres au combat [peut] être considéré comme nul¹⁸ ». L'habillement n'est pas meilleur. À l'approche de l'hiver, les généraux Koenig et Billotte improvisent des solutions révélatrices d'une absence de ressources et de perspectives : tentatives de détournement de lots d'équipements américains alloués pour les forces de l'ordre, réquisition de cuisines roulantes et d'ambulances prévues pour le secours aux populations, prospection d'hypothétiques dépôts allemands jusqu'à Lyon... D'importants dépôts d'habillement français retrouvés à Troyes suscitent les convoitises. Leur distribution est organisée en octobre, non sans générer des récriminations : les livraisons aux unités franciliennes auraient été opérées au détriment des lots promis aux FFI des fronts de l'Atlantique¹⁹.

À la fin de l'année 1944, les inventaires disponibles montrent la persistance de carences conséquentes²⁰. Vareuses et capotes manquent chroniquement, de même que le linge de rechange. Le petit équipement (gamelles, couvertures...) est globalement rare, avec des situations parfois contrastées. À titre d'exemple, aucune couverture n'est recensée au 46^e RI tandis que le 5^e RI affiche un excédent. De même, les 5^e et 24^e RI ont une assez bonne dotation en havresacs tandis que les 32^e RA et 18^e Dragons en sont totalement dépourvus...

Un automne de désillusions

Les propos du général de Gaulle le 12 septembre ont laissé augurer une rapide mise sur pied des 10^e et 19^e DI. Celle-ci est conditionnée par l'obtention de matériel militaire moderne. Or rien de tel ne se produit. Le programme français de réarmement du 30 novembre 1944 n'est formelle-

16. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. GMP, note n° 2126-GMP/EM, 9 octobre. Note n° 2689-EMRP/1, 16 octobre 1944.

17. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. 10^e DI, lettre n° 1504/1 du général Billotte au général Koenig, 27 décembre 1944.

18. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. Journal de marche de la 10^e DI.

19. HENRI, Adeline, *La Libération du Sud-ouest – Bordeaux, Royan – La Rochelle*, Alger, Imprimerie Baconnier, 1948, p. 68.

20. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. 10^e DI, états d'équipement des 5^e, 24^e, 46^e RI, 32^e RA et 18^e Dragons, 31 décembre 1944.

ment validé à Washington que le 2 janvier suivant puis aussitôt remis en discussion. Aucune livraison de matériel américain n'intervient avant le début du printemps 1945. Bien que désignée pour faire partie des trois premières divisions à équiper, le 10^e DI se voit dès lors contrainte d'envoyer des éléments en opérations dans des conditions matérielles déplorable. Quant à la 19^e DI, elle se trouve dès novembre dans une situation d'impasse devant Lorient : réduite à un rôle statique, sans autre perspective que l'attente de la reddition de la garnison allemande assiégée, elle ne figure bientôt plus en tête des priorités. L'heure est aux désillusions.

La 10^e DI ballottée au fil des projets ministériels

Un engagement partiel de la 10^e DI est envisagé dès le début du mois de novembre, alors que sa mise sur pied est à peine entamée. L'envoi d'un régiment renforcé sur les fronts de l'Atlantique est étudié²¹. L'hypothèse reste cependant sans suite directe. Entre-temps, le ministère de la Guerre a ébauché d'autres projets. La 10^e DI est désignée le 9 décembre pour rejoindre l'Alsace²². L'attaque allemande des Ardennes le 16 décembre change la donne. La 10^e DI est mise en état d'alerte pour protéger Paris, le cas échéant. Le 28 décembre, une fois la surprise initiale passée, les 5^e et 24^e RI reçoivent l'ordre de rejoindre Reims, en vue d'un engagement préventif sur la Meuse, tout en effectuant une « démonstration » des capacités de la division²³.

L'offensive allemande en Alsace du 31 décembre et la menace immédiatement posée contre Strasbourg entraînent toutefois une nouvelle réorientation de la 10^e DI. À partir du 4 janvier, aux termes de plusieurs journées d'ordres et de contre-ordres, les éléments détachés dans les Ardennes sont dirigés vers les Hautes Vosges. Les 5^e et 24^e RI sont chargés de relever des unités nord-africaines envoyées à Strasbourg : le 5^e RI monte en ligne le 9 janvier, suivi le 12 par le 24^e RI. L'envoi complet de la division, un temps évoqué, est annulé le 12 janvier. Seul un état-major réduit et quelques éléments d'appui rejoignent les Vosges. Dans ce cadre, tandis que se déroule l'offensive finale contre la poche de Colmar, le général Billotte et les unités à ses ordres participent au nettoyage de la crête des Vosges.

Vaines promesses ministérielles et remontrances américaines

Durant l'automne 1944, les services du ministère de la Guerre n'ont pas été avares en promesses de matériels neufs. Ces annonces sont cependant restées incantatoires, faute de possibilités réelles. S'y ajoute un décalage

21. Service historique de la Défense, département Terre, 7 P 49. 10^e DI, lettre n° 178/3 du général Billotte à l'EMGG, 17 novembre 1944.

22. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 225. Décision n° 2 125-EMGG/1 – n° 1 008-FFI/I/O, 9 décembre.

23. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. 10^e DI, lettre n° 63/4 du général Billotte au général Juin, 1^{er} janvier 1945.

manifeste : les nouvelles divisions sont gérées comme si le matériel était d'ores et déjà disponible, alors qu'il ne l'est pas. Ce déphasage aboutit à l'envoi répété vers la 1^{re} Armée de renforts, dont la faiblesse en équipement ne fait que susciter des tensions répétées avec les états-majors alliés²⁴. L'envoi de la 10^e DI vers les Vosges en est un révélateur emblématique.

Dès le 11 octobre, le général Billotte s'est vu promettre des matériels français neufs ou reconditionnés : camions, fusils, armes automatiques, trois groupes d'artillerie et des automitrailleuses²⁵... Ces annonces restent vaines. Le 11 décembre, le général Koenig dresse un tableau laconique :

« Au point de vue matériel, les unités donnent une impression de pauvreté absolument désolante : le manque d'habillement, de chaussures, de couvertures, d'équipement et de matériel d'instruction est tel qu'il faut craindre que cette misère – si elle se prolongeait – arrive à décourager et les cadres, qui comptent de bons éléments, et la troupe qui est excellente.

Au moment où une partie de l'infanterie de la 10^e DI va être envoyée aux armées, j'estime indispensable que les promesses antérieurement faites à cette grande unité soient tenues, si l'on veut pouvoir exploiter l'élan patriotique et le dynamisme de ces jeunes troupes dont il importe particulièrement de soigner le moral²⁶. »

La situation de l'armement est effectivement des plus critiques : à la date du 10 janvier 1945, il n'est question, pour toute la division, que de 3322 fusils de modèles anciens, de 22 fusils-mitrailleurs, de quatre mortiers et d'un seul canon²⁷. Ce constat de dénuement ne semble pas troubler le ministère. Bien au contraire, les 5^e et 24^e RI sont envoyés vers les Ardennes puis vers les Vosges, malgré leur pauvreté matérielle patente. Lors de la montée en ligne du 24^e RI le 9 janvier, les unités nord-africaines relevées doivent laisser sur place leurs mortiers et leurs armes automatiques car le 24^e RI n'en dispose pas. Il n'en va pas différemment au 5^e RI : pour armer ses deux bataillons en ligne, le régiment doit désarmer son troisième bataillon²⁸. Du côté du SHAEF, qui a diligencé une inspection de la 10^e DI entre le 1^{er} et le 4 janvier, la réaction est vive. Les services américains ont le sentiment d'être floués :

« Cette unité avait été offerte [par le gouvernement français] au commandement allié et donnée comme prête à être engagée. L'inspection prouvait qu'elle n'était pas prête au combat. Ses déficits en armement étaient considérables²⁹. »

24. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 221. Télégramme N° BX 22 713 du 6^e Groupe d'armée US au SHAEF, 11 janvier 1945.

25. Procès-verbal n° 2 161-GMP/Cab, doc. cit.

26. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. Note n° 10 431-EMRP/3-4, 11 décembre 1944.

27. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. Tableau d'armement de la 10^e DI, 10 janvier 1945.

28. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. Journal de marche de l'Infanterie divisionnaire n° 10.

29. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. Rearmament Division, lettre du colonel Regnault au général Leyer, 7 janvier 1945.

Les services français sont sommés d'affecter à la 10^e DI tout le matériel français disponible. Cette injonction fait mauvaise impression, en pleine période de validation du programme de réarmement français à Washington. Dans ce contexte, le ministère de la Guerre ne se fait subitement plus prier pour réagir. Dès le 10 janvier, il annonce l'octroi de quelque 12300 armes individuelles (essentiellement sous forme d'armes neuves dont la fabrication a repris à Saint-Étienne), 590 fusils-mitrailleurs et mitrailleuses mais aussi 154 bazookas (dont l'origine n'est pas précisée), 54 mortiers, 89 pièces d'artillerie de seconde main (pièces de prise ou en provenance de stocks d'Afrique du Nord)³⁰.

Tel un dormeur réveillé en sursaut, le ministère s'est découvert des possibilités. En trois semaines, les livraisons annoncées sont globalement achevées, preuve de l'existence de ressources inexploitées. Aux armes viennent s'ajouter 307 camions et camionnettes neufs, ainsi que quinze blindés de récupération. Ces livraisons, opérées à contretemps, n'ont pas d'effet opérationnel. Nouvelle illustration d'un déphasage chronique, elles sont majoritairement dépêchées vers les unités restées en région parisienne et non vers les bataillons engagés dans les Vosges.

Rétrogradation pour la 19^e DI

À compter de la fin du mois d'octobre, l'état-major de la 19^e DI assure le commandement du front de Lorient. La division prend la forme d'un organe territorial qui, outre ses composantes organiques, prend en charge les autres formations affectées à ce front étiré sur près de 90 kilomètres : dix bataillons de marche, des compagnies autonomes de volontaires, deux bataillons d'infanterie de l'armée de l'air, deux bataillons de fusiliers-marins... L'habillement militaire est initialement décrit comme « à peu près inexistant ». L'armement est « très disparate », mêlant armes parachutées ou de prise (matériel allemand, russe...). Les armes collectives sont peu nombreuses et l'artillerie se résume à « quelques rares canons de prise de modèles divers »³¹. La seule embellie relatée est l'affectation en octobre de 20000 tenues françaises récupérées à Troyes.

La priorité initialement accordée à la 19^e DI ne dure pas. Elle ne figure pas parmi les premières divisions désignées pour un équipement en matériel allié. Le général Borgnis-Desbordes n'hésite pas à exprimer au ministre de la Guerre sa « vive désillusion³² » et sa « pénible impression » face à un oubli qu'il qualifie d'« effroyable³³ ». Dans ce cadre, la constitution de la division se déroule sur fond d'un « manque total de matériel vraiment

30. Tableau d'armement de la 10^e DI, doc. cit.

31. 19^e DI, fiche de renseignement n° 25/1, doc. cit.

32. Service historique de la Défense, département Terre, 6 P 17. Rapport d'inspection de la 11^e Région militaire (RM), 22 février 1945.

33. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, lettre n° 1075/1 du général Borgnis-Desbordes, 8 février 1945.

déplorable et malgré lequel le commandement et la troupe arrivent à faire des prodiges ». À la date du 22 février, sa flotte de camions se limite par exemple à 18 véhicules³⁴. Maigre consolation, la 19^e DI bénéficie d'une prise en charge alliée pour l'équipement de cinq bataillons. Il ne s'agit toutefois que d'armement allemand de prise³⁵.

Comment expliquer la rétrogradation de la 19^e DI dans le plan de réarmement français ? Lors de la constitution du commandement des Forces françaises de l'Ouest (FFO), en octobre 1944, face aux différentes poches de l'Atlantique, le gouvernement escompte pouvoir attaquer les différentes poches les unes après les autres, en commençant par Royan. Cette hypothèse est celle sur laquelle travaille le général de Larminat à son arrivée à la tête des FFO³⁶. Dans cette perspective, l'immobilisation de la 19^e DI devant Lorient n'est que provisoire. Or, le SHAEF met fin à ces velléités dès le 10 novembre, en limitant les projets offensifs français à Royan³⁷. La 19^e DI se trouve alors fixée face à Lorient pour une durée indéterminée. Ce faisant, elle perd tout degré de priorité par rapport à d'autres divisions dont la création a été activée à l'intérieur du pays : la 10^e DI, ainsi que les 1^{re} et 36^e DI dans le Centre et le Sud-ouest, toutes trois retenues pour recevoir les premières livraisons américaines.

Une éphémère embellie printanière

Le début de l'année 1945 donne lieu à certains signaux d'optimisme pour les 10^e et 19^e DI. Leurs déficits en effectifs sont progressivement résorbés. Les livraisons américaines tant attendues sont enclenchées. La 10^e DI fait partie de la première tranche de divisions désignées pour les percevoir. Une seconde tranche est attendue avant l'été, à même de concerner la 19^e DI. Ces livraisons se muent cependant en une peau de chagrin. En avril et mai 1945, tandis que l'équipement des trois premières divisions est loin d'être achevé, de vives tensions franco-américaines au sujet des zones d'occupation française en Allemagne et en Italie du Nord conduisent à un arrêt brutal des livraisons. Pis, la France se voit bientôt placée sous embargo militaire par les États-Unis³⁸. À peine entré dans sa phase de concrétisation, le programme de réarmement du 30 novembre tourne court. Entre-temps, à défaut du matériel américain, d'autres voies ont été exploitées, dont le matériel abandonné par les forces allemandes.

34. Rapport d'inspection de la 11^e RM, doc. cit.

35. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 415. FFO, rapport du commandant Kopff sur les forces françaises du Morbihan, janvier 1945.

36. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 352. Note n° 87/FFO/Cab. du général de Larminat, 27 octobre 1944.

37. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 391. Directives du 6^e Groupe d'armées US aux FFO, 10 novembre 1944.

38. Voir VERNET, Jacques, *Le réarmement et la réorganisation de l'Armée de Terre française (1943-1946)*, Vincennes, Service Historique de l'Armée de Terre, 1980, 241 p.

Améliorations au sujet des effectifs

En janvier 1945, la perspective des livraisons américaines pousse le ministère de la Guerre à résorber les déficits en effectifs de la 10^e DI. Les ressources franciliennes s'avérant insuffisantes, le champ du recrutement est élargi. Entre le 1^{er} février et le 10 mars, 4 865 jeunes gens de la classe 1943, dont l'appel sous les drapeaux est engagé au début de l'année 1945, sont affectés à la 10^e DI. Il ne s'agit plus de volontaires mais de conscrits, arrivant de la 2^e Région militaire (Picardie), de la 3^e Région (Normandie), de la 4^e Région (Angers), de la 9^e Région (Poitiers) et même de la 11^e Région bretonne³⁹. S'y ajoutent 1 100 réservistes rappelés en région parisienne. La 10^e DI atteint alors à son plein effectif.

En Bretagne, à la fin du mois de décembre, il manque encore 5 500 personnels à la 19^e DI. Ses régiments d'infanterie présentent des déficits en effectifs de 4 % (71^e RI), 18 % (41^e RI) et 42 % (118^e RI)⁴⁰. Au regard de rapports relatant des blocages administratifs et des retards, le concours de la 11^e Région militaire n'a pas été aussi poussé qu'il aurait pu l'être. La 19^e DI rassemble néanmoins près de 12 000 personnels à la fin du mois de février, un résultat qualifié de « curieux » car obtenu « pratiquement sans aide du pouvoir central, ni sans tout le concours que l'on aurait pu attendre de l'autorité régionale⁴¹ ». À la date du 7 avril, un rapport signale encore un déficit de 15 % des effectifs (2 500 personnels)⁴². Une résorption est envisagée par le rappel de réservistes, à la charge de la 11^e Région, et l'emploi de recrues de la classe 1943⁴³. À Rennes, l'état-major de la 11^e Région ne voit toutefois pas arriver ces requêtes de bonne grâce et s'en plaint au ministère⁴⁴.

Par ailleurs, l'instruction des troupes est un enjeu de taille car « les unités comprennent en très grosse majorité des hommes et des cadres non instruits n'ayant que leur bonne volonté souvent brouillonne ». Elle doit être menée de front avec les opérations devant Lorient, qui confèrent « une excellente instruction de la défensive et des opérations de patrouilles » mais qui ne permettent pas le développement d'autres dimensions⁴⁵. Des efforts conséquents sont toutefois engagés avec l'ouverture d'une école de déminage et de trois écoles de conduite.

39. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 164. Décision n° 927-EMGG/1 aux 2^e, 3^e, 4^e, 9^e et 11^e RM, 27 janvier 1945.

40. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, rapport n° 2084/1, 23 décembre 1944.

41. Rapport d'inspection de la 11^e RM, doc. cit.

42. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, note n° 3086/1, 7 avril 1945.

43. *Idem*.

44. Service historique de la Défense, département Terre, 9 P 60. 11^e RM, lettre n° 3005/I-0 du général Allard, 24 mars 1945.

45. 19^e DI, rapport n° 2084/1, doc. cit.

La 10^e DI : des livraisons américaines en peau de chagrin

En janvier 1945, la 10^e DI est désignée pour faire partie de la première tranche du plan de réarmement et pour percevoir en première priorité du matériel d'instruction britannique⁴⁶. Ce degré de priorité est maintenu au cours des mois suivants. La perception de véhicules britanniques démarre en février : à la date du 30 mars, la 10^e DI a notamment reçu 577 chenillettes (de types *Universal* et *Loyd carrier*), 114 camionnettes et 129 tracteurs d'artillerie⁴⁷. Le matériel britannique, de seconde main, présente cependant des limites. Si les chenillettes sont en bon état, les tracteurs d'artillerie sont dans un « détestable état mécanique », tandis que les camionnettes reçues « ne semblent d'aucune utilité pratique ». Quant aux véhicules français, « une bonne partie de ce matériel a déjà sérieusement souffert » soit dans les Vosges, soit du fait de sabotages au cours de la fabrication de pièces primitivement destinées à l'armée allemande⁴⁸.

La 10^e DI connaît cependant une réelle montée en gamme : les inspections alliées menées en mars sont désormais positives et ouvrent la voie à un équipement américain neuf⁴⁹. Tenues américaines, armement d'infanterie et lots d'instruction pour les armes lourdes et les véhicules (dont 220 jeeps) arrivent effectivement au cours du mois d'avril, perçus au Mans et à Lyon. Des livraisons britanniques se poursuivent parallèlement, notamment 227 camions et quelque 574 postes radios⁵⁰.

Le 29 avril, les livraisons américaines sont brutalement stoppées, sur fond de crise politique franco-américaine. À la date du 1^{er} mai, si la totalité de l'armement individuel et léger américain a été réceptionnée, aucun des 18 canons de 105 mm prévus pour les régiments d'infanterie n'a été reçu (ils sont remplacés durant l'été par des mortiers français). Quant au 32^e RA, il n'a perçu que douze obusiers américains sur les 48 prévus⁵¹. En matière de blindés, la dotation se limite à onze engins sur les 80 attendus⁵². Faute de mieux, le matériel d'instruction britannique est conservé comme palliatif. La division achève ainsi la guerre avec une dotation panachée et hétéroclite : un armement léger américain, un équipement lourd mêlant des échantillons de matériel américain, une flotte de véhicules britanniques et divers matériels de récupération, dont 36 anciens canons français de

46. Décisions n° 62-EMGG/3-I et n° 84-EMGG/3/1, 17 janvier 1945.

47. Journal de marche de la 10^e DI, doc. cit.

48. Service historique de la Défense, département Terre, 1 P 166. SHAEF Mission France, mémorandum n° 20/OL/SR, 21 mars 1945.

49. Service historique de la Défense, département Terre, 12 P 6. Note n° 3 722-EMA/1, 23 mars 1945.

50. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. SHAEF Mission France, mémorandum n° 81/OL/SR, 2 mai 1945.

51. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. SHAEF Mission France, Mémorandum sur les 1^{re}, 10^e et 36^e DI, 4 mai 1945.

52. Service historique de la Défense, département Terre, 12 P 110. Journal de marche du 18^e Dragons.

75 mm modèle 1897 « aptes pour l'école à feu mais pas bons de guerre⁵³ ». Par défaut, le recours aux récupérations perdure, à l'image des voitures légères : à la fin de l'année 1945, en Allemagne, les 220 jeeps de la division côtoient quelque 470 voitures obtenues par réquisition.

Stagnation matérielle pour la 19^e DI

Au sortir de l'hiver, l'armement de la 19^e DI repose encore sur des armes hétéroclites. En décembre, des négociations franco-américaines relatives aux fronts de l'Atlantique ont permis d'établir un programme de livraison de lots d'armes de prise placées sous contrôle américain⁵⁴ : des armes individuelles mais aussi de précieuses pièces d'artillerie, sachant que quelques lots d'armes ont déjà été précédemment livrés. Les livraisons annoncées sont toutefois à partager entre les secteurs de Lorient et de Saint-Nazaire, non sans tension (un détachement lié à la 19^e DI détourne par exemple quelque 1 700 fusils allemands et pistolets-mitrailleurs, neuf mitrailleuses et 63 mortiers destinés au secteur de Saint-Nazaire⁵⁵).

Ces livraisons permettent des évolutions quantitatives mais ne constituent qu'une réponse à court terme. Les armes britanniques et allemandes, de seconde main et pour lesquelles un approvisionnement régulier en munitions n'est pas garanti, restent prédominantes. Quant aux pièces d'artillerie disponibles en janvier, au nombre d'une vingtaine, elles demeurent immobiles, faute de moyens de traction : pour déplacer les pièces, il faut réserver trois ou quatre jours à l'avance des camions civils du service du ravitaillement ou bien employer des bœufs du voisinage⁵⁶. À la date du 7 avril, le bilan apparaît mitigé⁵⁷. Le nombre des pistolets-mitrailleurs et des fusils-mitrailleurs, majoritairement britanniques, est jugé suffisant, de même que celui des fusils (40 % d'origine britannique, 40 % allemande et 20 % française). À l'inverse, les mitrailleuses, essentiellement de provenance allemande, manquent tandis que seule la moitié des mortiers récupérés est dotée d'appareils de pointage.

L'occupation de Lorient permet des récupérations supplémentaires de fusils allemands, d'armes automatiques comme de matériel téléphonique ou de cuisines roulantes⁵⁸. Un rapport du 6 septembre 1945 décrit pour les trois régiments d'infanterie une situation qui a assez peu évolué depuis avril 1945 (signalons cependant la réception de mortiers et de fusils-mitrail-

53. Service historique de la Défense, département Terre, 11 P 166. 10^e DI, état du matériel, 11 décembre 1945.

54. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 390. SHAEF, message n° AG 400-1, 13 décembre 1944.

55. Service historique de la Défense, département Terre, 7 P 252. FFO, rapport n° 2575-FFO/EM/4, 7 janvier 1945.

56. Rapport du commandant Kopff, doc. cit.

57. 19^e DI, note n° 3086/1, doc. cit.

58. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 449. 19^e DI, rapport n° 4360/4/45, 25 juin 1945.

leurs français, a priori neufs). En matière de transmissions, les régiments ne disposent que de matériel téléphonique allemand en « état médiocre » et d'appareils radio français « périmés et en mauvais état » : « moins que les moyens dont disposait un régiment en 1939⁵⁹ ».

Le levier du matériel de prise

À défaut des livraisons américaines en matériel lourd, le gouvernement provisoire a mis à profit tous les gisements à sa portée : surplus britanniques, matériels anciens stockés en Afrique du Nord, la relance de certaines productions nationales, ainsi que le recyclage du matériel pris aux forces allemandes. Ce dernier recours s'observe en particulier sur les fronts de l'Atlantique, à l'image de l'artillerie de la 19^e DI, malgré la faible propension du SHAEF à distribuer l'important matériel adverse capturé en Normandie et en Bretagne⁶⁰.

De vingt pièces en janvier 1945, le parc d'artillerie de la 19^e DI atteint la quarantaine de pièces en avril, puis la cinquantaine en mai⁶¹. Au final, treize batteries de tir ont été armées. Il ne s'agit cependant que de matériels de seconde, voire de troisième main, récupérés à l'état d'épaves et reconditionnés de manière artisanale puis de façon semi-industrielle au sein d'établissements spécialisés. À l'image de la *Wehrmacht*, involontaire fournisseur, l'ensemble reste hétéroclite, avec des pièces de huit types et calibres différents, de fabrication tant allemande, française que soviétique. De même, les régiments d'infanterie de la 19^e DI disposent d'une quarantaine de pièces de petits calibres, « des modèles les plus divers, mais tous périmés⁶² ». Outre le problème de l'approvisionnement en munitions, la mobilité reste des plus contraintes :

« [L'artillerie divisionnaire] est extrêmement pauvre en moyens autos ; elle est incapable de se déplacer et d'assurer par elle-même son ravitaillement en munitions. Les groupes ne disposent chacun que d'un camion en état de marche (sans roue de secours) [...]. [L'artillerie divisionnaire] armée de matériels d'artillerie disparates, tirant des munitions non loties complètement inconnues, a été et est à même actuellement de remplir ses missions parce que sa situation a été et est encore une situation statique⁶³. »

Le levier du matériel de prise est également employé pour doter les 10^e et 19^e DI en blindés. Dès le mois de septembre, le ministère de la Guerre s'est intéressé aux blindés français réemployés après 1940 sous les cou-

59. Service historique de la Défense, département Terre, 6 P 17. Rapport d'inspection des régiments d'infanterie de la 19^e DI, 6 septembre 1945.

60. WEISS, Stéphane, « Recréer une artillerie française en 1945 : la part belle à la récupération », *Revue historique des armées*, n° 274, 2014, p. 95-107.

61. Service historique de la Défense, département Terre, 12 P 140. Journaux de marche des groupes du 10^e RA.

62. 19^e DI, note n° 3086/1, doc. cit.

63. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 447. 19^e DI, note du colonel Conchard, 2 mai 1945.

leurs allemandes puis abandonnés en France durant l'été 1944. À Paris, le COMAC y a également porté son attention. À l'initiative de l'état-major FFI parisien, un *groupe chars* est constitué en septembre à la caserne de Clignancourt, autour de cinq engins récupérés localement⁶⁴. Au début du mois d'octobre, le COMAC propose d'envoyer ce groupe sur le front de Lorient, avec huit autres chars Renault R35 stockés à Issy-les-Moulineaux. Or, ces mêmes chars sont aussi convoités par la 2^e DB, pour l'instruction de ses recrues⁶⁵, et par le général Billotte⁶⁶.

Après quelques tergiversations, les chars légers R35 rassemblés en région parisienne sont finalement attribués à la 10^e DI⁶⁷. Le 18^e Régiment de Dragons intègre en décembre le personnel et les engins du *groupe chars* parisien. À la date du 1^{er} février, l'unité dispose de six chars R35 et de neuf automitrailleuses Panhard, également de prise. Dix chars R35 supplémentaires sont perçus le 27 février, bientôt accompagnés de chenillettes britanniques : ces engins forment l'ossature du régiment aux côtés de la poignée de blindés américains précédemment évoquée⁶⁸. Entre-temps, l'idée d'un emploi de chars de prise devant Lorient a fait son chemin. Dix-huit chars Renault R35 sont alloués à la 19^e DI au printemps, sans engagement opérationnel avant l'entrée à Lorient le 10 mai⁶⁹. Les 10^e et 19^e DI conservent ces engins jusqu'en 1946.

Une morne sortie de guerre

Jusqu'à la fin de la guerre, la 19^e DI reste positionnée face à Lorient, où aucune opération d'envergure n'est engagée. Un emploi de la 10^e DI sur le front principal reste escompté au printemps 1945. Ce vœu ne se concrétise cependant pas. À défaut de l'Allemagne, la 10^e DI rejoint à son tour les fronts de l'Atlantique. Les deux divisions ne partiront en Allemagne qu'après la fin des hostilités.

Statu-quo pour la 19^e DI

Les unités de la 19^e DI connaissent devant Lorient une guerre de siège, caractérisée par une activité de patrouilles, d'échanges d'artillerie et d'opérations localisées de part et d'autre. Cette situation statique influe sur le moral des troupes, comme l'évoque un rapport du 7 avril :

64. AD93 304J7 : Direction des FFI, 4^e Bureau, rapport d'activité du Service du matériel et de l'Armement, 11 janvier 1945.

65. Service historique de la Défense, département Terre, 7 P 59. Note 422-EMGG/4, 2 octobre 1944.

66. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. 10^e DI, note n° 4/14 du général Billotte, 3 octobre 1944.

67. Service historique de la Défense, département Terre, 7 P 49. Décision n° 1559-EMGG/1, 21 novembre 1944.

68. Journal de marche du 18^e Dragons, doc. cit.

69. Service historique de la Défense, département Terre, 12 P 110. Journal de marche du 19^e Dragons ; 19^e Dragons, fiche d'inspection, 11 mai 1945.

« Le moral est bon dans l'ensemble malgré une certaine lassitude provenant d'une part du fait que l'habillement, l'armement et l'équipement annoncés depuis des mois ne sont pas encore parvenus, d'autre part du fait de la stagnation des opérations sur le front de l'Atlantique alors que tous désirent vivement prendre une part active aux combats décisifs actuels⁷⁰. »

Le 10 mai, la 19^e DI procède à l'occupation de la poche de Lorient, aux côtés de la 66^e DI américaine. À l'instar de sa consœur du front de Saint-Nazaire (la 25^e DI), elle assure une présence française.

Vaine quête d'Allemagne pour la 10^e DI

La 10^e DI est regroupée dans les Deux-Sèvres durant la seconde quinzaine de février. À cette période, le général de Gaulle propose au SHAEF que la 10^e DI forme avec la 2^e DB un nouveau corps d'armée français destiné à l'Allemagne⁷¹. La réponse du général Eisenhower intervient le 20 février : elle est négative⁷². L'idée d'un emploi de la 10^e DI sur les fronts de l'Atlantique refait alors surface. Cette perspective ne provoque pas l'enthousiasme de Billotte, qui s'en explique le 12 mars : il n'y voit qu'une source de difficultés et de retards en pleine période de réception du matériel américain et ne cache pas sa préférence pour un « emploi normal » en Allemagne⁷³. Il doit cependant s'y résoudre.

Les unités de la 10^e DI effectivement dirigées vers les fronts charentais restent peu exposées, ce qui pourrait correspondre à une concession accordée à Billotte. Le 46^e RI est employé du 25 mars au 30 avril pour tenir un créneau du front de La Rochelle. Le 5^e RI assure du 8 au 21 avril diverses missions de surveillance des arrières. Le 32^e RA est dirigé sur le front de Royan le 28 mars. Du 14 au 20 avril, ses batteries appuient les opérations contre Royan puis dans le Médoc, avant de participer les 30 avril et 1^{er} mai, à l'assaut de l'île d'Oléron. La fin de la guerre en Europe intervient tandis qu'un ultime engagement de la 10^e DI est encore en suspens : le 19 avril, le SHAEF a demandé au gouvernement français de diriger la 10^e DI en Bretagne, pour y relever la division américaine engagée sur les fronts de Saint-Nazaire et Lorient⁷⁴.

Épilogue

La 10^e DI est finalement mise à disposition de la 1^{re} Armée le 16 mai. Elle rejoint le Pays de Bade à partir du 26. Elle y connaît un séjour jalonné

70. 19^e DI, note n° 3086/1, doc. cit.

71. Arch. nat., cote 3AG4 74. Lettre n° 2 119/Cab du général de Gaulle au général Eisenhower, 15 février 1945.

72. Arch. nat., 3AG4 74. Lettre du général Eisenhower au général de Gaulle, 20 février 1945.

73. Service historique de la Défense, département Terre, 10 P 166. 10^e DI, lettre n° 1236/4 du général Billotte, 12 mars 1945.

74. Arch. nat., 3AG4 34. Lettre du général Bedell-Smith au général Juin, 19 avril 1945.

par la démobilisation des volontaires de l'automne 1944, des tensions sur les effectifs et le retour des carences matérielles, en particulier dans le domaine de l'habillement, faute de dotations suffisantes pour le remplacement des effets usés⁷⁵. La 10^e DI est dissoute sur place en avril 1946.

La 19^e DI reste stationnée dans le Morbihan puis dans la région de Châteauroux jusqu'en novembre 1945. Un rapport du 6 septembre 1945 dresse le portrait de personnels majoritairement tournés vers un retour à la vie civile, même si les jeunes officiers expriment un vif désir de partir en occupation « pour être payés des efforts des mois écoulés ». La troupe aspire à de meilleures conditions de vie : « coucher autrement que sur la paille et disposer de lavabos et de douches⁷⁶ ». La démobilisation des volontaires de l'automne 1944 est engagée en août 1945. La 19^e DI ne rejoint l'Allemagne qu'en novembre 1945, après le départ de la majorité des anciens FFI. Son séjour reste bref : elle est dissoute en février 1946.

Le 12 septembre 1944, le général de Gaulle annonçait vouloir lever des divisions aptes à manœuvrer, combattre et vaincre l'adversaire. Les 10^e et 19^e DI ont certes combattu mais, loin de répondre aux standards des divisions alliées de 1944-1945, elles n'ont objectivement joué qu'un rôle secondaire dans les Vosges et sur les fronts de l'Atlantique. Loin des aspirations initiales, leur parcours a été contrarié : carences chroniques en matériel, rétrogradation pour la 19^e DI, arrêt brutal de la réception du matériel moderne pour la 10^e DI. Ni l'une ni l'autre n'ont pu participer à la campagne d'Allemagne.

En cela, elles sont révélatrices de l'échec matériel du plan de réarmement français de novembre 1944. Onze nouvelles divisions ont bien été créées avant le 8 mai 1945 mais aucune n'a dépassé le stade atteint par la 10^e DI. Les 1^{re} et 36^e DI ont connu les mêmes vicissitudes que cette dernière. Cinq autres ont été équipées dans les mêmes conditions précaires et hétéroclites que la 19^e DI (14^e, 23^e et 25^e DI, 27^e Division alpine, 1^{re} Division coloniale d'Extrême-Orient), tandis que les deux dernières n'ont été qu'ébauchées avant l'été 1945 (3^e DB et 2^e Division coloniale d'Extrême-Orient). Seules deux sont employées en Allemagne avant le 8 mai 1945 : les 1^{re} et 14^e DI. Il convient de préciser que, faute de matériel adapté, elles ont été confinées à une fonction de sécurisation des arrières de la 1^{re} Armée.

Le gouvernement provisoire n'avait pas les moyens de ses ambitions. Malgré l'expérience déjà houleuse du programme de réarmement opéré en Afrique du Nord en 1943, le général de Gaulle n'a pas trouvé de terrain d'entente conciliant ses vues et celles de ses bailleurs américains en matériel militaire moderne. Le caractère trop optimiste des annonces de l'automne 1944 n'a pas non plus aidé, tant concernant l'employabilité des effectifs FFI,

75. Service historique de la Défense, département Terre, P 166. 10^e DI, lettre n° 2 154/4 du général Noiret, 2 décembre 1945.

76. Rapport d'inspection des régiments de la 19^e DI, doc. cit.

à équiper et former intégralement, qu'au sujet de la relance des productions industrielles françaises. L'ouverture simultanée de multiples chantiers a en outre généré des concurrences et tensions, exacerbées par les carences, à l'image des divergences de vues entre l'état-major de la 19^e DI et celui de la 11^e Région militaire.

Ce tableau assez sombre ne doit toutefois pas occulter un fait essentiel : en tenant vaille que vaille leurs créneaux respectifs dans les Vosges et sur les fronts de l'Atlantique, les 10^e et 19^e DI, ainsi que leurs consœurs, ont évité que les divisions modernes de la 1^{re} Armée y soient immobilisées. Ce faisant, le général de Gaulle a eu la capacité de projeter des forces modernes pour la défense de Strasbourg en janvier 1945 puis pour la campagne d'Allemagne au printemps suivant. Il n'en demeure pas moins que les volontaires des 10^e et 19^e DI n'ont guère eu l'opportunité de mesurer cet effet.

RÉSUMÉ

La majorité du territoire français a été libérée par les forces alliées durant l'été 1944. Pour le gouvernement provisoire de la République française, cette libération a ouvert la perspective d'un vaste programme de réarmement reposant sur la mobilisation des effectifs trouvés en métropole, en premier lieu desquels les volontaires des Forces françaises de l'Intérieur. Parallèlement, le gouvernement a tablé sur l'obtention d'un programme américain d'équipement militaire, similaire à celui mis en œuvre en Afrique du Nord en 1943. Dès le mois de septembre 1944, sans attendre la fin des négociations entamées avec les Alliés, deux projets de nouvelles divisions ont d'emblée été lancés en Bretagne et en région parisienne : les 19^e et 10^e Divisions d'infanterie (DI). Les quelques livraisons de matériel américain obtenues n'ont pas été à la hauteur des ambitions françaises. Pour autant, les effectifs trouvés en France ont permis la levée de huit nouvelles divisions d'infanterie dès avant le 8 mai 1945, parmi lesquelles les 10^e et 19^e DI. Le parcours de ces deux divisions, annoncées précocement, est révélateur des multiples obstacles rencontrés par les projets français de réarmement en 1945. Cet article propose de les exposer.

ABSTRACT

During the summer of 1944 most of France has been liberated. The French provisional government looked embark upon a vast programme of rearmament. First, the government attempted to use the volunteers of the French Forces of Interior as military manpower. Secondly, it tried to negotiate with the Allied their complete equipment through deliveries of weapons and vehicles, as had previously occurred in 1943 for the French forces of North Africa. In September 1944, without waiting for an allied agreement, the creation of two new French divisions was decided in Brittany and in the Paris area: the 19th and 10th Infantry divisions. Concerning the material, the French government was unsuccessful. Nevertheless, before Victory Day in Europe, the number of recruits was sufficient to allow the creation of eight new infantry divisions, among them the 10th and 19th. Through the modalities of equipment and implementation, this paper exposes the numerous difficulties met by the French government to achieve its military goal in 1945.